

RCS : PARIS Code greffe : 7501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1979 B 02685 Numéro SIREN : 315 429 837 Nom ou dénomination : AMUNDI IMMOBILIER

Ce dépôt a été enregistré le 22/06/2022 sous le numéro de dépôt 66611

AMUNDI IMMOBILIER

91 BOULEVARD PASTEUR 75015 PARIS

**Etats financiers en milliers d'euros au
31 décembre 2021**

Certifiés conformes par le Directeur Général,
Monsieur Marc Bertrand

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'MB', with a horizontal line underneath.

Sommaire

BILAN	3
Bilan - Actif	4
Bilan - Passif	5
RESULTAT	6
Compte de résultat (en liste)	7
Compte de résultat (suite)	8
ANNEXE	9
Commentaires	10
Principes et méthodes comptables	12
Etat de l'actif immobilisé	16
Etat des amortissements	17
Etat des provisions	18
Etat des échéances des créances et des dettes	19
Charges et produits exceptionnels	20
Variation des capitaux propres	21
Ventilation de l'impôt sur les bénéfices	22
Effectif moyen	23
Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société	24
Situation fiscale différée et latente	25
Quote-part des résultats sur opérations faites en commun	26
Liste des filiales et participations	27
Charges à payer	28
Produits à recevoir	29

BILAN

BILAN ACTIF

Rubriques	Brut	Amort.	31/12/2021	31/12/2020
Capital souscrit non appelé	0		0	0
Frais d'établissement	0	0	0	0
Frais de développement	0	0	0	0
Concessions, brevets et droits similaires	752	752	0	0
Fonds commercial	14 523	0	14 523	14 523
Autres immobilisations incorporelles	20	20	0	0
Avances sur immobilisations incorporelles	0	0	0	0
TOTAL immobilisations incorporelles	15 296	772	14 523	14 523
Terrains	0	0	0	0
Constructions	0	0	0	0
Installations techniques, matériel	0	0	0	0
Autres immobilisations corporelles	4	4	0	0
Immobilisations en cours	0	0	0	0
Avances et acomptes	0	0	0	0
TOTAL immobilisations corporelles	4	4	0	0
Participations selon la méthode de meq	0	0	0	0
Autres participations	16 108	3 657	12 451	12 470
Créances rattachées à des participations	0	0	0	0
Autres titres immobilisés	0	0	0	0
Prêts	94 307	0	94 307	142 007
Autres immobilisations financières	0	0	0	0
TOTAL immobilisations financières	110 416	3 657	106 758	154 477
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	125 716	4 434	121 282	169 001
Matières premières, approvisionnements	0	0	0	0
En cours de production de biens	0	0	0	0
En cours de production de services	0	0	0	0
Produits intermédiaires et finis	0	0	0	0
Marchandises	0	0	0	0
TOTAL Stock	0	0	0	0
Avances et acomptes versés sur commandes	177	0	177	157
Clients et comptes rattachés	61 753	160	61 593	49 670
Autres créances	26 933	1 436	25 496	29 718
Capital souscrit et appelé, non versé	0	0	0	0
TOTAL Créances	88 686	1 597	87 089	79 388
Valeurs mobilières de placement	383	6	376	505
dont actions propres:				
Disponibilités	1 692	0	1 692	1 542
TOTAL Disponibilités	2 075	6	2 068	2 047
Charges constatées d'avance	105	0	105	100
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	91 042	1 603	89 439	81 692
Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)	0		0	0
Prime de remboursement des obligations (IV)	0		0	0
Ecart de conversion actif (V)	0		0	0
TOTAL GENERAL ACTIF (I à V)	216 758	6 037	210 721	250 693

BILAN PASSIF

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Capital social ou individuel dont versé : 16 685	16 685	16 685
Primes d'émission, de fusion, d'apport,	14 833	14 833
Ecart de réévaluation dont écart d'équivalence 0	0	0
Réserve légale	1 668	1 668
Réserves statutaires ou contractuelles	597	597
Réserves réglementées dont réserve des prov. fluctuation des cours : 0	0	0
Autres réserves dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes : 0	3 735	3 735
TOTAL Réserves	6 000	6 000
Report à nouveau	19 149	18 585
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	56 866	63 115
Subventions d'investissement	0	0
Provisions réglementées	0	0
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	113 532	119 218
Produit des émissions de titres participatifs	0	0
Avances conditionnées	0	0
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)	0	0
Provisions pour risques	1 768	2 963
Provisions pour charges	1 242	1 683
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)	3 011	4 646
Emprunts obligataires convertibles	0	0
Autres emprunts obligataires	0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	609	42 987
Emprunts et dettes financières dont emprunts participatifs : 0 divers	0	0
TOTAL Dettes financières	609	42 987
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	1 129	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	48 403	35 689
Dettes fiscales et sociales	18 101	17 636
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0	0
Autres dettes	25 936	30 517
TOTAL Dettes d'exploitation	92 440	83 841
Produits constatés d'avance	0	0
TOTAL DETTES (IV)	94 178	126 829
Ecart de conversion Passif (V)	0	0
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)	210 721	250 693

Résultat de l'exercice en centimes 56 865 718,89

Total du bilan 210 720 956,25

RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT (en liste)

COMPTE DE RESULTAT		France	Exportation	31/12/2021	31/12/2020
Ventes de marchandises		0	0	0	0
Production vendue biens		0	0	0	0
Production vendue services		176 573	5 917	182 490	187 520
Chiffres d'affaires nets		176 573	5 917	182 490	187 520
Production stockée				0	0
Production immobilisée				0	0
Subventions d'exploitation				90	0
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges				5 604	2 701
Autres produits				79	26
Total des produits d'exploitation (I)				188 264	190 248
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				0	0
Variation de stock (marchandises)				0	0
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)				0	0
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				0	0
Autres achats et charges externes				77 723	75 770
Impôts, taxes et versements assimilés				3 271	2 651
Salaires et traitements				13 992	13 217
Charges sociales				7 425	6 213
Dotations d'exploitation	sur immobilisations	Dotations aux amortissements		0	0
		Dépréciations		0	0
	Sur actif circulant : dépréciations			2 625	1 034
	Pour risques et charges : dotations aux provisions			1 529	2 467
Autres charges				34	0
Total des charges d'exploitation (II)				106 598	101 352
RÉSULTAT D'EXPLOITATION				81 666	88 895
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				0	0
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				7	0
Produits financiers de participations				783	2 047
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				0	0
Autres intérêts et produits assimilés				87	22
Reprises sur provisions et transferts de charges				2 547	337
Différences positives de change				0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				0	2
Total des produits financiers (V)				3 416	2 408
Dotations financières aux amortissements et provisions				1 956	144
Intérêts et charges assimilées				1 223	1 324
Différences négatives de change				14	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				0	0
Total des charges financières (VI)				3 193	1 468
RÉSULTAT FINANCIER				223	940
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)				81 882	89 835

COMPTE DE RESULTAT (suite)

COMPTE DE RESULTAT (suite)	31/12/2021	31/12/2020
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	0	0
Produits exceptionnels sur opérations en capital	15	9
Reprises sur provisions et transferts de charges	140	5 000
<i>Total des produits exceptionnels (VII)</i>	<i>155</i>	<i>5 009</i>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	581	5 004
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	2 559	8
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	60	140
<i>Total des charges exceptionnelles (VIII)</i>	<i>3 200</i>	<i>5 152</i>
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII -VIII)	-3 045	-143
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	1 878	1 474
Impôts sur les bénéfices (X)	20 093	25 104
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	191 835	197 665
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	134 969	134 550
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	56 866	63 115

ANNEXE

Commentaires

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

Les capitaux propres s'établissent à 113 532 milliers d'euros au 31 décembre 2021 contre 119 218 milliers d'euros au 31 décembre 2020

L'assemblée générale ordinaire du 18 juin 2021 constatant que le bénéfice net de l'exercice s'élève à 63 115 milliers d'euros augmenté du report à nouveau de 18 585 milliers d'euros soit une somme distribuable de 81 700 milliers d'euros décide :

- de distribuer un dividende de 71,87 euros par action au titre de l'exercice 2020 soit 63 112 milliers d'euros,
- d'affecter le solde en report à nouveau 18 588 milliers d'euros.

IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Amundi Immobilier a souscrit à une augmentation de capital par compensation de créance concernant sa filiale Amundi Investments Maroc. Cette opération s'est effectuée pour un montant de 1 949 milliers d'euros.

La société a cédé la totalité de sa participation dans le fonds FCPR Immobilier Parts B pour un montant de 13 milliers d'euros correspondant à la valeur nette comptable. Les titres étaient comptabilisés pour un montant brut de 2 557 milliers d'euros et dépréciés à hauteur de 2 545 milliers d'euros.

PARTICIPATION DES SALARIES AUX FRUITS DE L'EXPANSION ET INTERESSEMENT

Certaines sociétés du groupe se sont constituées en « Unité Economique et Sociale » (Amundi, Amundi AM, Amundi IT Services, Amundi Finance, Amundi ESR, Amundi Immobilier, Amundi Intermédiation, Amundi Private Equity Funds, Etoile Gestion, Société Générale Gestion, BFT Investment Managers, CPRAM et Amundi Transition Energétique). Des accords relatifs à la participation des salariés et à l'intéressement ont été conclus dans ce cadre.

La participation des salariés aux fruits de l'expansion est constatée dans le compte de résultat de l'exercice au titre duquel le droit des salariés est né.

Au 31 décembre 2021, la participation constatée au titre de l'exercice 2021 s'élève à 751 milliers d'euros.

Une charge estimée correspondant à l'intéressement est constatée dans le compte de résultat au même titre que la participation.

Au 31 décembre 2021, l'intéressement constaté par la société représente un montant de 1 128 milliers d'euros.

Les salariés mis à disposition par Crédit Agricole SA bénéficient des accords signés dans le cadre de l'« UES » de cette entité. La charge à payer estimée de la participation et de l'intéressement attribués dans ce cadre a été enregistrée dans les comptes.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Covid 19

L'épidémie de Covid-19 a constitué en 2020 une crise intense et exceptionnelle. Cette crise sanitaire est devenue une crise économique, ce qui a entraîné une baisse des marchés financiers et une volatilité accrue.

A ce stade, cette crise a eu un impact limité sur l'activité et les comptes d'Amundi Immobilier.

L'ampleur et la durée de cette crise restent encore aujourd'hui difficiles à prévoir.

Changement d'adresse

La société a procédé à un changement d'adresse durant l'exercice pour être domiciliée au 91/93 Boulevard Pasteur 75015 Paris.

Changement de forme juridique

Conformément au PV d'AGE du 20 décembre 2021, la société a procédé à un changement de forme juridique pour être transformée en une société par actions simplifiées (SAS).

EVENEMENTS SUBSEQUENTS

La situation Ukraine - Russie

Fin février 2022, les tensions entre la Russie et l'Ukraine ont débouché sur un conflit armé. Cette crise a entraîné une baisse des marchés Actions et une hausse de la volatilité. Le Groupe Amundi a adapté rapidement son dispositif opérationnel, avec notamment une politique d'investissement prudente.

L'ampleur et la durée de cette crise sont difficiles à prévoir.

Concernant Amundi Immobilier, le principal impact immédiat résulte de la sensibilité des actifs et des passifs du bilan à cette baisse des marchés financiers. L'impact négatif sur les revenus, les résultats et la situation financière d'Amundi Immobilier est impossible à mesurer à ce stade.

Aucun événement significatif postérieur à la date de clôture de l'exercice, pris en compte en comptabilité ou non, n'est intervenu.

Règles et méthodes comptables

PRESENTATION DES COMPTES

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de Commerce et du plan comptable général.

PRINCIPES GENERAUX

Les états financiers de Amundi Immobilier sont établis dans le respect des principes comptables applicables en France conformément aux dispositions du règlement comptable ANC n° 2016-07 du 4 novembre 2016 modifiant le règlement 2014-03 du 5 juin 2014 ainsi qu'aux règles définies par Crédit Agricole SA agissant en tant qu'Organe Central et chargé d'adapter les principes généraux aux spécificités du groupe Crédit Agricole.

La présentation des états financiers de Amundi Immobilier est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014-03 du 5 juin 2014 qui, à partir des exercices ouverts au 1er janvier 2015, regroupe à droit constant dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables relatif au Plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

CHANGEMENTS DE METHODE COMPTABLE ET DE PRESENTATION DES COMPTES

Les changements de méthode comptable et de présentation des comptes par rapport à l'exercice précédent concernent les points suivants :

Recommandations	Date de publication par l'Etat français	Date de 1ere application : exercices ouverts à compter du
Mise à jour Recommandation n° 2013-02 du 7 novembre 2013 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires pour les comptes annuels et les comptes consolidés établis selon les normes comptables françaises	05/11/2021	Immédiate

L'impact de première application est comptabilisé en contrepartie du Report à Nouveau : il s'élève à 560 milliers d'euros en contrepartie de la provision pour engagements de retraite.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Le détail des autres provisions pour risques et charges figurant dans le tableau « provisions et dépréciations » se décompose comme suit :

- Provisions pour charges sociales sur actions 2017 - 2020 - 2021 : 108 milliers d'euros

IMMOBILISATIONS

Amundi Immobilier applique le règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014 par rapport à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

Elle applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles.

Conformément aux dispositions de ce texte, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Le règlement de l'ANC n° 2015-06 modifie la comptabilisation au bilan du mali technique de fusion ainsi que son suivi dans les comptes sociaux.

Le mali ne doit plus être comptabilisé globalement et systématiquement au poste « Fonds commercial » ; Il doit être comptabilisé au bilan selon les rubriques d'actifs auxquelles il est affecté en « Autres immobilisations corporelles, incorporelles, financières... ».

Le mali est amorti, déprécié, sorti du bilan selon les mêmes modalités que l'actif sous-jacent.

Il n'y a pas eu d'impact sur le bilan lié à l'application de ce règlement.

*** IMMOBILISATIONS CORPORELLES**

Les éléments corporels sont évalués :

- à leur coût d'acquisition, qui correspond au prix d'achat majoré des frais accessoires (biens acquis à titre onéreux)
- à leur coût de production (biens produits),
- à leur valeur vénale (biens acquis à titre gratuit).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif, en fonction de leur durée d'usage :

Installations et agencements	Linéaire	5 ans
Matériel d'informatique	Linéaire	3 ans
Mobilier et matériel de bureau	Linéaire	5 ans

*** IMMOBILISATIONS INCORPORELLES**

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Les logiciels sont amortis sur une durée de trois ans en linéaire. Ces logiciels font l'objet d'un amortissement dérogatoire sur 12 mois. Les logiciels créés font quant à eux l'objet d'un amortissement dérogatoire sur l'exercice.

Le fonds de commerce enregistré pour une valeur de 14 523 milliers d'euros, ne fait l'objet d'aucun amortissement.

Au regard des résultats du test de dépréciation du fonds de commerce, il n'y a pas lieu de le déprécier.

PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES IMMOBILISES

Les titres de participation ainsi que les autres titres immobilisés sont comptabilisés au coût historique, hors frais d'acquisition.

Les sorties sont valorisées d'après le mode premier entré, premier sorti.

A la clôture de l'exercice, ils font l'objet individuellement de dépréciation lorsque leur valeur d'utilité est inférieure au coût historique

Afin de respecter les directives de la consolidation, les autres titres immobilisés ont été reclassés en Valeurs Mobilières de Placement.

L'information du tableau des filiales et participations concernant le chiffre d'affaires et le résultat de l'exercice en cours est fournie sous réserve de leur approbation par l'Assemblée générale ordinaire.

VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition, hors frais d'acquisition.

Les sorties sont valorisées d'après le mode premier entré, premier sorti.

Les moins-values éventuelles par rapport à la valeur probable de négociation, déterminée ligne à ligne, font l'objet d'une dépréciation.

CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les créances sont dépréciées par voie d'une dépréciation afin de tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

AVANTAGES AU PERSONNEL POSTERIEURS A L'EMPLOI – PLANS DE RETRAITE – REGIMES A COTISATIONS DEFINIES

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs.

Par conséquent, Amundi Immobilier n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé.

Le montant des cotisations au titre de ces régimes de retraite est enregistré en « frais de personnel ».

ENGAGEMENTS EN MATIERE DE RETRAITE, DE PRE-RETRAITE ET D'INDEMNITES DE FIN DE CARRIERE – REGIMES A PRESTATIONS DEFINIES

Amundi Immobilier a appliqué la recommandation 2013-02 de l'Autorité des normes comptables relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires, recommandation abrogée et intégrée dans le règlement ANC 2014-03.

Cette recommandation a été modifiée par l'ANC le 5 novembre 2021. Elle permet, pour les régimes à prestations définies conditionnant l'octroi d'une prestation à la fois en fonction de l'ancienneté, pour un montant maximal plafonné et au fait qu'un membre du personnel soit employé par l'entité lorsqu'il atteint l'âge de la retraite, de déterminer la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de :

- soit la date de prise de service du membre du personnel
- soit la date à partir de laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestation

En application de ce règlement, Amundi Immobilier provisionne ses engagements de retraite et avantages similaires relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques et selon la méthode dite des Unités de Crédits Projetés. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

A compter de l'exercice 2021, Amundi Immobilier applique la détermination de la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de la date à laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestation (i.e. convergence avec la décision IFRS IC d'avril 2021 portant sur IAS 19).

Le taux retenu pour le 31 décembre 2021 est de 0,86 % et l'engagement mesuré est de 3 303 milliers d'euros.

A l'intérieur du Groupe Amundi, Amundi a formalisé un contrat d'assurance « Indemnité Fin de Carrière » (IFC) avec PREDICA et des conventions de mandat entre Amundi Immobilier et les filiales de l'UES ont été signées. Depuis la mise en place du contrat, l'ensemble des versements effectués auprès de PREDICA ont été comptabilisés en résultat et sont donc venus en diminution de l'engagement mesuré.

Au 31 décembre 2021, les taux de sensibilité démontrent que :

- une variation de plus 50 bp des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement de 5,98%,
- une variation de moins 50 bp des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement de 6,48%

IMPOT SUR LES SOCIETES

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice. Elle intègre la contribution sociale de 3.3 %.

CHARGES ET PRODUITS

Les produits et charges de commissions sont comptabilisés en résultat en fonction de la nature des prestations auxquelles ils se rapportent.

Les intérêts ainsi que les commissions assimilées à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat prorata temporis.

Les commissions acquises rémunérant des services continus sont étalées sur la durée de vie de la prestation fournie.

REMUNERATION DES DIRIGEANTS

Cette information n'est pas mentionnée dans la présente annexe, car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle. La rémunération des dirigeants est connue de l'actionnaire unique.

INTEGRATION FISCALE

Amundi Immobilier est depuis le 1^{er} janvier 2010 dans le groupe fiscal Amundi.

Son résultat fiscal est de 79 M€. Du fait de l'intégration fiscale, une dette de 22 M€ envers la société mère a été comptabilisée au bilan par contrepartie du résultat.

REGIME DE SOCIETE MERE

Amundi Immobilier est consolidé par Amundi et par Crédit Agricole SA.

COMPOSITION DU CAPITAL

La capital social au 31 décembre 2021 est constitué de 878 140 actions ordinaires entièrement libérées d'une valeur nominale de 19 euros.

Au 31 décembre 2021 Amundi détient 878 139 actions, Amundi Asset Management 1 action.

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

La société est consolidée selon la méthode de l'intégration globale chez Amundi.

En conséquence, l'information relative aux honoraires des commissaires aux comptes est indiquée dans l'annexe des comptes consolidés du groupe Amundi .

IMMOBILISATIONS

Rubriques		Début d'exercice	Réévaluation	Acqu. et apports
Frais d'établissement et de développement (I)		0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		15 296	0	0
Terrains		0	0	0
Constructions	Sur sol propre	0	0	0
	Sur sol d'autrui	0	0	0
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions	0	0	0
Installations techniques, matériel et outillage industriels		0	0	0
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers	0	0	0
	Matériel de transport	0	0	0
	Matériel de bureau et mobilier informatique	4	0	0
	Emballages récupérables et divers	0	0	0
Immobilisations corporelles en cours		0	0	0
Avances et acomptes		0	0	0
TOTAL (III)		4	0	0
Participations évaluées par mise en équivalence		0	0	0
Autres participations		16 719	0	1 949
Autres titres immobilisés		0	0	0
Prêts et autres immobilisations financières		142 007	0	22 300
TOTAL (IV)		158 726	0	24 249
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		174 026	0	24 249

Rubriques		Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
Frais d'établissement et de développement (I)		0	0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		0	0	15 296	0
Terrains		0	0	0	0
Constructions	Sur sol propre	0	0	0	0
	Sur sol d'autrui	0	0	0	0
	Inst, agencements, aménagements des constructions	0	0	0	0
Installations techniques, matériel et outillage industriels		0	0	0	0
Autres immobilisations corporelles	Inst, agencements, aménagements divers	0	0	0	0
	Matériel de transport	0	0	0	0
	Matériel de bureau et mobilier informatique	0	0	4	0
	Emballages récupérables et divers	0	0	0	0
Immobilisations corporelles en cours		0	0	0	0
Avances et acomptes		0	0	0	0
TOTAL (III)		0	0	4	0
Participations évaluées par mise en équivalence		0	0	0	0
Autres participations		0	2 560	16 108	0
Autres titres immobilisés		0	0	0	0
Prêts et autres immobilisations financières		0	70 000	94 307	0
TOTAL (IV)		0	72 560	110 416	0
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		0	72 560	125 716	0

AMORTISSEMENTS

Cadre A		SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
Immobilisations amortissables		Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement (I)		0	0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		772	0	0	772
Terrains		0	0	0	0
Constructions	Sur sol propre	0	0	0	0
	Sur sol d'autrui	0	0	0	0
	Installations générales, agencements	0	0	0	0
Installations techniques, matériels et outillages		0	0	0	0
Autres immo. corporelles	Installations générales, agencements divers	0	0	0	0
	Matériel de transport	0	0	0	0
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	4	0	0	4
	Emballages récupérables et divers	0	0	0	0
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (III)		4	0	0	4
TOTAL GENERAL (I + II + III)		777	0	0	777

Cadre B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES					
Immos	DOTATIONS			REPRISES			Fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exception -nel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionne I	
Frais étab	0	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0	0	0
Terrains	0	0	0	0	0	0	0
Constructions :							
sol propre	0	0	0	0	0	0	0
sol autrui	0	0	0	0	0	0	0
install.	0	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations :							
Inst. techn.	0	0	0	0	0	0	0
Inst gén.	0	0	0	0	0	0	0
M. Transport	0	0	0	0	0	0	0
Mat bureau.	0	0	0	0	0	0	0
Emball.	0	0	0	0	0	0	0
CORPO.	0	0	0	0	0	0	0
Acquis. de titres	0			0			0
TOTAL	0	0	0	0	0	0	0
Cadre C				Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler				0	0	0	0
Primes de remboursement des obligations				0	0	0	0

PROVISIONS ET DEPRECIATIONS

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Changement de méthode (1)	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers	0	0	0	0	0	0
Provisions investissements	0	0	0	0	0	0
Provisions pour hausse des prix	0	0	0	0	0	0
Amortissements dérogatoires	0	0	0	0	0	0
- Dont majorations exceptionnelles de 30%	0	0	0	0	0	0
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992	0	0	0	0	0	0
Provisions implantation étranger après 1.1.1992	0	0	0	0	0	0
Provisions pour prêts d'installation	0	0	0	0	0	0
Autres provisions réglementées	0	0	0	0	0	0
TOTAL (I)	0	0	0	0	0	0
Provisions pour litige	2 963	1 274	0	1 475	994	1 768
Frais de développement	0	0	0	0	0	0
Provisions pour pertes sur marchés à terme	0	0	0	0	0	0
Provisions pour amendes et pénalités	0	0	0	0	0	0
Provisions pour pertes de change	0	0	0	0	0	0
Provisions pour pensions	1 459	175	560	0	0	1 075
Provisions pour impôts	0	0	0	0	0	0
Provisions pour renouvellement des immobilisations	0	0	0	0	0	0
Provisions pour gros entretien	0	0	0	0	0	0
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer	0	0	0	0	0	0
Autres provisions pour risques et charges	224	139	0	195	0	168
TOTAL (II)	4 646	1 589	560	1 670	994	3 011
Provisions sur immos incorporelles	0	0	0	0	0	0
Provisions sur immos corporelles	0	0	0	0	0	0
Provisions sur titres mis en équivalence	0	0	0	0	0	0
Provisions sur titres de participations	4 248	1 955	0	0	2 546	3 657
Provisions sur autres immos financières	0	0	0	0	0	0
Provisions sur stocks	0	0	0	0	0	0
Provisions sur comptes clients	118	43	0	0	0	160
Autres provisions pour dépréciations	1 941	2 581	0	1 964	1 117	1 442
TOTAL (III)	6 307	4 580	0	1 964	3 663	5 260
TOTAL GENERAL (I + II + III)	10 953	6 169	560	3 634	4 657	8 271
Dont dotations et reprises d'exploitation		4 153		3 494	2 111	
Dont dotations et reprises financières		1 956		0	2 546	
Dont dotations et reprises exceptionnelles		60		140	0	
dépréciations des titres mis en équivalence						0

(1) Au titre du changement de méthode comptable, Amundi Immobilier a ajusté sa provision relative à ses engagements de retraite en contrepartie du report à nouveau au 1er janvier 2021.

CREANCES ET DETTES

Cadre A	Etat des créances	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations		0	0	0
Prêts		94 307	94 300	7
Autres immos financières		0	0	0
TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE		94 307	94 300	7
Clients douteux ou litigieux		119	119	0
Autres créances clients		61 634	61 634	0
Créances représentatives de titres prêtés		0	0	0
Personnel et comptes rattachés		88	88	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		0	0	0
Etat et autres collectivités	Impôts sur les bénéfices	0	0	0
	Taxe sur la valeur ajoutée	883	883	0
	Autres impôts	0	0	0
	Etat - divers	0	0	0
Groupes et associés		25 172	25 172	0
Débiteurs divers		788	788	0
TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT		88 686	88 686	0
Charges constatées d'avance		105	105	0
TOTAL DES CREANCES		183 098	183 091	7
Prêts accordés en cours d'exercice		0		
Remboursements obtenus en cours d'exercice		0		
Prêts et avances consentis aux associés		0		

Cadre B	Etat des dettes	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles		0	0	0	0
Autres emprunts obligataires		0	0	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine		609	609	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine		0	0	0	0
Emprunts et dettes financières divers		0	0	0	0
Fournisseurs et comptes rattachés		48 403	48 403	0	0
Personnel et comptes rattachés		8 137	8 137	0	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		4 198	4 198	0	0
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	0	0	0	0
	Taxe sur la valeur ajoutée	5 284	5 284	0	0
	Obligations cautionnées	0	0	0	0
	Autres impôts	482	482	0	0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		0	0	0	0
Groupes et associés		20 171	20 171	0	0
Autres dettes		5 766	5 766	0	0
Dette représentative de titres empruntés		0	0	0	0
Produits constatés d'avance		0	0	0	0
TOTAL DES DETTES		93 049	93 049	0	0
Emprunts souscrits en cours d'exercice		0	Emprunts auprès des associés personnes physiques		0
Emprunts remboursés en cours d'exercice		0			

CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

Libellé	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
Erreurs sur opérations de bourses	581	140
VNC - Titres de participations	2 559	15
Provision risques opérationnels	60	0
TOTAL	3 200	155

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

CAPITAUX PROPRES	Ouverture	Augment.	Diminut.	Distribut. Dividendes	Affectation du résultat N-1	Apports et changement de méthode	Clôture
Capital social ou individuel	16 685						16 685
Primes d'émission, de fusion, d'apport,	14 833						14 833
Ecart de réévaluation	0						0
Réserve légale	1 669						1 669
Réserves statutaires ou contractuelles	597						597
Réserves réglementées	0						0
Autres réserves	3 735						3 735
Report à nouveau	18 585			63 112	63 115	560	19 149
Résultat de l'exercice	63 115	56 866			-63 115		56 866
Subventions d'investissement	0						0
Provisions réglementées	0						0
TOTAL CAPITAUX PROPRES	119 218	56 866	0	63 112	0	560	113 532

Afin que le lecteur des comptes annuels puisse porter un jugement avisé, l'information complémentaire suivante est fournie.

REPARTITION DE L'IMPOT SUR LES BENEFICES

Impôts	Résultat avant impôt	Impôt	Résultat net après impôt
Résultat courant	81 882	21 473	60 410
Résultat exceptionnel	-3 045	-865	-2 180
Participation des salariés aux fruits de l'expansion	-1 878	-515	-1 364
TOTAL	76 959	20 093	56 866

Afin que le lecteur des comptes annuels puisse porter un jugement avisé, l'information complémentaire suivante est fournie.

EFFECTIF MOYEN

Effectifs	Personnel salarié	Effectif mis à la disposition de l'entreprise
Effectif global	123	0
TOTAL	123	0

IDENTITE DES SOCIETES MERES CONSOLIDANT LES COMPTES DE LA SOCIETE

Dénomination et siège social	Forme juridique	Capital	% de détention
CREDIT AGRICOLE SA 12 place des Etats-Unis 92 127 MONTRouGE Cedex SIREN : 784 608 416	Société Anonyme	9 340 727	69,55%
AMUNDI SA 91 Boulevard Pasteur 75015 PARIS SIREN : 314 222 902	Société Anonyme	507 687	100,00%

Les états consolidés des sociétés mères font partie intégrante de leur Document De Référence disponible :

- Pour Crédit Agricole sur le site internet :

<https://www.credit-agricole.com/finance/finance/publications-financieres>

- Pour Amundi sur le site internet :

<http://legroupe.amundi.com>

SITUATION FISCALE DIFFEREE ET LATENTE

Libellé	31/12/2021	31/12/2020
Bases d'accroissement de la dette future d'impôt		
Provisions réglementées		0
Subventions d'investissement		0
Ecart d'évaluation négatif des titres d'O.P.V.C.M		
Ecart de conversion Actif		0
Autres charges déduites d'avance		
Plus values à long terme en sursis d'imposition		
Total bases d'accroissement de la dette future d'impôt	0	0
Total passif d'impôt futur	0	0
Bases d'allègement de la dette future d'impôt		
Participation des salariés	741	630
Autres négociations RH		467
Provisions pour retraites et obligations similaires	1 075	1 459
Autres risques et charges provisionnés		797
Charges à payer	234	288
Bonus	4 647	3 838
Provision contrat génération	539	
Provisions pour risques	529	896
Ecart d'évaluation positif des titres d'O.P.V.C.M		
Ecart de conversion Passif		
Autres produits taxés d'avance		
Déficits reportables fiscalement		
Total bases d'allègement de la dette future d'impôt taux normal	6 690	6 916
Total bases d'allègement de la dette future d'impôt taux long terme	1 075	1 459
Total actif d'impôt futur au taux normal de l'exercice (1)	1 901	1 965
Total actif d'impôt futur au taux Long Terme (2)	278	377
Situation nette	2 178	2 342

(1) Taux d'impôt : 28,41% 28,41%

Dont taux normal d'impôt sur les sociétés : 27,50% 27,50%

Contribution sociale sur l'impôt : 3,30% 3,30%

(2) Taux Long terme 25,83% 25,83%

Afin que le lecteur des comptes annuels puisse porter un jugement avisé, l'information complémentaire suivante est fournie.

QUOTE-PART DE RESULTAT SUR OPERATIONS FAITES EN COMMUN

Affaires bénéficiaires	Résultat global	Résultat transféré
TOTAL	0	0

Affaires déficitaires	Résultat global	Résultat transféré
AMUNDI IT SERVICES	1 345	7
(Résultat comptable 2019 affecté par l'AG du 26/06/2020)		
TOTAL	1 345	7

Liste des filiales et des participations

Filiales et participations	Devises	Capital (4)	Réserves et report à nouveau avant affectations (4)	Quote-part du capital détenu	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis non encore remboursés	Cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxe du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société en cours d'exercice	Observations
					Brute	Nette						
A. Renseignements détaillés(1) (2)												
Filiales (+ de 50% du capital détenu par la société) *												
Amundi Real Estate Italia SGR SPA	EUR	9 200		70%	12 040	12 040	0	0			783	Comptes au 31/12/2020
Amundi Real Estate Luxembourg	EUR	30	-188	100%	135	0	278	0		-84		Comptes au 31/12/2020
Amundi Investments Maroc	MAD	1 000	-2 999	100%	3 189	0	4 001	0	3 798	-2 265		Comptes au 31/12/2020
Participations (10 à 50% du capital)												
SNC La Financière Maqellan	EUR	450		33,33%	0	0	775	0	402	-1 274		Comptes au 31/12/2018
B. Renseignements globaux concernant les autres filiales et participations non reprises au A.												
Filiales françaises (ensemble)	EUR	4 064	2	1%	20	7	0	0	144 924	-1 345		Comptes au 31/12/2020
Filiales étrangères (ensemble) (3)												
Participations dans des sociétés françaises												
Participations dans des sociétés étrangères												

(1) Dont la valeur d'inventaire excède un certain pourcentage (déterminé par la réglementation) du capital de la société astreinte à la publication. Lorsque la société a annexé à son bilan, un bilan des comptes consolidés conformément à la réglementation, cette société ne donne des renseignements que globalement (§ 5) en distinguant (a) filiales françaises (ensemble) et (b) filiales étrangères (ensemble).

(2) Pour chaque filiale et entité avec laquelle la société a un lien de participation indiquer la dénomination et le siège social.

(3) Les filiales et participations étrangères qui, par suite d'une dérogation, ne seraient pas inscrites au § A sont inscrites sous ces rubriques.

(4) Dans la monnaie locale d'opération.

DETAIL DES CHARGES A PAYER en K€

Charges à payer	Montant
FOURN _FNP_PO	8 691
PERSO DETTES PROV PARTIC SALARIES	683
PERSO AUTRES CHARGES A PAYER	1 729
CHARGES SUR BONUS PROVISIONNES	1 664
DIVERS CHARGES A PAYER	108
DETTES PROVISIONS CONGES PAYES	2 303
PERSO DETTES PROV SUR BONUS	2 983
Provisions JRS	95
PERSO PROV BONUS DIFFERE	272
CHARGES PROV BONUS DIFFERES	152
CH SOC SUR PROV SALAIRES	1 096
ORGANIC A PAYER	234
PART A L EFFORT DE CONSTRUCTION	56
AUTRES CHARGES A PAYER ORGANISMES SOCIAUX	364
PROVISION CONTRIB ECO TERRITORIALE	163
Dettes sur salaires	2
FOURN _FNP_GL	4 851
PERSO CHARGE A PAYERCET PERCO	70
Provision Taxe sur les salaires	154
Fournisseurs _FNP_PNB_TR	25 308
CHARGES A PAYER REFACTURATION PLAN D ATTRIBUTI	453
TOTAL	51 430

Afin que le lecteur des comptes annuels puisse porter un jugement avisé, l'information complémentaire suivante est fournie.

DETAIL DES PRODUITS A RECEVOIR en K€

Produits à recevoir	Montant
DIVERS PRDTS A RECEVOIR	787
CLIENTS_PRODUIITS NON FACTURES_TR	31 219
TOTAL	32 006

Afin que le lecteur des comptes annuels puisse porter un jugement avisé, l'information complémentaire suivante est fournie.

Document certifié conforme par le Directeur Général,
Monsieur Marc BERTRAND

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'MB', with a horizontal line underneath.

Amundi Immobilier

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2021)



Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2021)

A l'assemblée générale
Amundi Immobilier
91/93, boulevard Pasteur
75015 Paris

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Amundi Immobilier relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

*PricewaterhouseCoopers Audit, SAS, 63, rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
Téléphone: +33 (0)1 56 57 58 59, www.pwc.fr*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles et du Centre. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63 rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Neuilly-Sur-Seine, Nice, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Engagements en matière de retraite, de pré-retraite et d'indemnités de fin de carrière – régimes à prestations définies » de l'annexe des comptes annuels qui expose les conséquences de l'application de la recommandation ANC n°2013-02 modifiée le 5 novembre 2021 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues ainsi que sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 30 mai 2022

Le commissaire aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Laurent Tavernier

Laurent Tavernier

AMUNDI IMMOBILIER

91 BOULEVARD PASTEUR 75015 PARIS

**Etats financiers en milliers d'euros au
31 décembre 2021**

Sommaire

BILAN	3
Bilan - Actif	4
Bilan - Passif	5
RESULTAT	6
Compte de résultat (en liste)	7
Compte de résultat (suite)	8
ANNEXE	9
Commentaires	10
Principes et méthodes comptables	12
Etat de l'actif immobilisé	16
Etat des amortissements	17
Etat des provisions	18
Etat des échéances des créances et des dettes	19
Charges et produits exceptionnels	20
Variation des capitaux propres	21
Ventilation de l'impôt sur les bénéfices	22
Effectif moyen	23
Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société	24
Situation fiscale différée et latente	25
Quote-part des résultats sur opérations faites en commun	26
Liste des filiales et participations	27
Charges à payer	28
Produits à recevoir	29

BILAN

BILAN ACTIF

Rubriques	Brut	Amort.	31/12/2021	31/12/2020
Capital souscrit non appelé	0		0	0
Frais d'établissement	0	0	0	0
Frais de développement	0	0	0	0
Concessions, brevets et droits similaires	752	752	0	0
Fonds commercial	14 523	0	14 523	14 523
Autres immobilisations incorporelles	20	20	0	0
Avances sur immobilisations incorporelles	0	0	0	0
TOTAL immobilisations incorporelles	15 296	772	14 523	14 523
Terrains	0	0	0	0
Constructions	0	0	0	0
Installations techniques, matériel	0	0	0	0
Autres immobilisations corporelles	4	4	0	0
Immobilisations en cours	0	0	0	0
Avances et acomptes	0	0	0	0
TOTAL immobilisations corporelles	4	4	0	0
Participations selon la méthode de meq	0	0	0	0
Autres participations	16 108	3 657	12 451	12 470
Créances rattachées à des participations	0	0	0	0
Autres titres immobilisés	0	0	0	0
Prêts	94 307	0	94 307	142 007
Autres immobilisations financières	0	0	0	0
TOTAL immobilisations financières	110 416	3 657	106 758	154 477
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	125 716	4 434	121 282	169 001
Matières premières, approvisionnements	0	0	0	0
En cours de production de biens	0	0	0	0
En cours de production de services	0	0	0	0
Produits intermédiaires et finis	0	0	0	0
Marchandises	0	0	0	0
TOTAL Stock	0	0	0	0
Avances et acomptes versés sur commandes	177	0	177	157
Clients et comptes rattachés	61 753	160	61 593	49 670
Autres créances	26 933	1 436	25 496	29 718
Capital souscrit et appelé, non versé	0	0	0	0
TOTAL Créances	88 686	1 597	87 089	79 388
Valeurs mobilières de placement	383	6	376	505
dont actions propres:				
Disponibilités	1 692	0	1 692	1 542
TOTAL Disponibilités	2 075	6	2 068	2 047
Charges constatées d'avance	105	0	105	100
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	91 042	1 603	89 439	81 692
Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)	0		0	0
Prime de remboursement des obligations (IV)	0		0	0
Ecart de conversion actif (V)	0		0	0
TOTAL GENERAL ACTIF (I à V)	216 758	6 037	210 721	250 693

BILAN PASSIF

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Capital social ou individuel dont versé : 16 685	16 685	16 685
Primes d'émission, de fusion, d'apport,	14 833	14 833
Ecart de réévaluation dont écart d'équivalence 0	0	0
Réserve légale	1 668	1 668
Réserves statutaires ou contractuelles	597	597
Réserves réglementées dont réserve des prov. fluctuation des cours : 0	0	0
Autres réserves dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes : 0	3 735	3 735
TOTAL Réserves	6 000	6 000
Report à nouveau	19 149	18 585
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	56 866	63 115
Subventions d'investissement	0	0
Provisions réglementées	0	0
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	113 532	119 218
Produit des émissions de titres participatifs	0	0
Avances conditionnées	0	0
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)	0	0
Provisions pour risques	1 768	2 963
Provisions pour charges	1 242	1 683
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)	3 011	4 646
Emprunts obligataires convertibles	0	0
Autres emprunts obligataires	0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	609	42 987
Emprunts et dettes financières dont emprunts participatifs : 0 divers	0	0
TOTAL Dettes financières	609	42 987
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	1 129	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	48 403	35 689
Dettes fiscales et sociales	18 101	17 636
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0	0
Autres dettes	25 936	30 517
TOTAL Dettes d'exploitation	92 440	83 841
Produits constatés d'avance	0	0
TOTAL DETTES (IV)	94 178	126 829
Ecart de conversion Passif (V)	0	0
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)	210 721	250 693

Résultat de l'exercice en centimes 56 865 718,89

Total du bilan 210 720 956,25

RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT (en liste)

COMPTE DE RESULTAT		France	Exportation	31/12/2021	31/12/2020
Ventes de marchandises		0	0	0	0
Production vendue biens		0	0	0	0
Production vendue services		176 573	5 917	182 490	187 520
Chiffres d'affaires nets		176 573	5 917	182 490	187 520
Production stockée				0	0
Production immobilisée				0	0
Subventions d'exploitation				90	0
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges				5 604	2 701
Autres produits				79	26
Total des produits d'exploitation (I)				188 264	190 248
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				0	0
Variation de stock (marchandises)				0	0
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)				0	0
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				0	0
Autres achats et charges externes				77 723	75 770
Impôts, taxes et versements assimilés				3 271	2 651
Salaires et traitements				13 992	13 217
Charges sociales				7 425	6 213
Dotations d'exploitation	sur immobilisations	Dotations aux amortissements		0	0
		Dépréciations		0	0
	Sur actif circulant : dépréciations			2 625	1 034
	Pour risques et charges : dotations aux provisions			1 529	2 467
Autres charges				34	0
Total des charges d'exploitation (II)				106 598	101 352
RÉSULTAT D'EXPLOITATION				81 666	88 895
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				0	0
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				7	0
Produits financiers de participations				783	2 047
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				0	0
Autres intérêts et produits assimilés				87	22
Reprises sur provisions et transferts de charges				2 547	337
Différences positives de change				0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				0	2
Total des produits financiers (V)				3 416	2 408
Dotations financières aux amortissements et provisions				1 956	144
Intérêts et charges assimilées				1 223	1 324
Différences négatives de change				14	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				0	0
Total des charges financières (VI)				3 193	1 468
RÉSULTAT FINANCIER				223	940
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)				81 882	89 835

COMPTE DE RESULTAT (suite)

COMPTE DE RESULTAT (suite)	31/12/2021	31/12/2020
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	0	0
Produits exceptionnels sur opérations en capital	15	9
Reprises sur provisions et transferts de charges	140	5 000
<i>Total des produits exceptionnels (VII)</i>	<i>155</i>	<i>5 009</i>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	581	5 004
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	2 559	8
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	60	140
<i>Total des charges exceptionnelles (VIII)</i>	<i>3 200</i>	<i>5 152</i>
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII -VIII)	-3 045	-143
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	1 878	1 474
Impôts sur les bénéfices (X)	20 093	25 104
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	191 835	197 665
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	134 969	134 550
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	56 866	63 115

ANNEXE

Commentaires

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

Les capitaux propres s'établissent à 113 532 milliers d'euros au 31 décembre 2021 contre 119 218 milliers d'euros au 31 décembre 2020

L'assemblée générale ordinaire du 18 juin 2021 constatant que le bénéfice net de l'exercice s'élève à 63 115 milliers d'euros augmenté du report à nouveau de 18 585 milliers d'euros soit une somme distribuable de 81 700 milliers d'euros décide :

- de distribuer un dividende de 71,87 euros par action au titre de l'exercice 2020 soit 63 112 milliers d'euros,
- d'affecter le solde en report à nouveau 18 588 milliers d'euros.

IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Amundi Immobilier a souscrit à une augmentation de capital par compensation de créance concernant sa filiale Amundi Investments Maroc. Cette opération s'est effectuée pour un montant de 1 949 milliers d'euros.

La société a cédé la totalité de sa participation dans le fonds FCPR Immobilier Parts B pour un montant de 13 milliers d'euros correspondant à la valeur nette comptable. Les titres étaient comptabilisés pour un montant brut de 2 557 milliers d'euros et dépréciés à hauteur de 2 545 milliers d'euros.

PARTICIPATION DES SALARIES AUX FRUITS DE L'EXPANSION ET INTERESSEMENT

Certaines sociétés du groupe se sont constituées en « Unité Economique et Sociale » (Amundi, Amundi AM, Amundi IT Services, Amundi Finance, Amundi ESR, Amundi Immobilier, Amundi Intermédiation, Amundi Private Equity Funds, Etoile Gestion, Société Générale Gestion, BFT Investment Managers, CPRAM et Amundi Transition Energétique). Des accords relatifs à la participation des salariés et à l'intéressement ont été conclus dans ce cadre.

La participation des salariés aux fruits de l'expansion est constatée dans le compte de résultat de l'exercice au titre duquel le droit des salariés est né.

Au 31 décembre 2021, la participation constatée au titre de l'exercice 2021 s'élève à 751 milliers d'euros.

Une charge estimée correspondant à l'intéressement est constatée dans le compte de résultat au même titre que la participation.

Au 31 décembre 2021, l'intéressement constaté par la société représente un montant de 1 128 milliers d'euros.

Les salariés mis à disposition par Crédit Agricole SA bénéficient des accords signés dans le cadre de l'« UES » de cette entité. La charge à payer estimée de la participation et de l'intéressement attribués dans ce cadre a été enregistrée dans les comptes.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Covid 19

L'épidémie de Covid-19 a constitué en 2020 une crise intense et exceptionnelle. Cette crise sanitaire est devenue une crise économique, ce qui a entraîné une baisse des marchés financiers et une volatilité accrue.

A ce stade, cette crise a eu un impact limité sur l'activité et les comptes d'Amundi Immobilier.

L'ampleur et la durée de cette crise restent encore aujourd'hui difficiles à prévoir.

Changement d'adresse

La société a procédé à un changement d'adresse durant l'exercice pour être domiciliée au 91/93 Boulevard Pasteur 75015 Paris.

Changement de forme juridique

Conformément au PV d'AGE du 20 décembre 2021, la société a procédé à un changement de forme juridique pour être transformée en une société par actions simplifiées (SAS).

EVENEMENTS SUBSEQUENTS

La situation Ukraine - Russie

Fin février 2022, les tensions entre la Russie et l'Ukraine ont débouché sur un conflit armé. Cette crise a entraîné une baisse des marchés Actions et une hausse de la volatilité. Le Groupe Amundi a adapté rapidement son dispositif opérationnel, avec notamment une politique d'investissement prudente.

L'ampleur et la durée de cette crise sont difficiles à prévoir.

Concernant Amundi Immobilier, le principal impact immédiat résulte de la sensibilité des actifs et des passifs du bilan à cette baisse des marchés financiers. L'impact négatif sur les revenus, les résultats et la situation financière d'Amundi Immobilier est impossible à mesurer à ce stade.

Aucun événement significatif postérieur à la date de clôture de l'exercice, pris en compte en comptabilité ou non, n'est intervenu.

Règles et méthodes comptables

PRESENTATION DES COMPTES

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de Commerce et du plan comptable général.

PRINCIPES GENERAUX

Les états financiers de Amundi Immobilier sont établis dans le respect des principes comptables applicables en France conformément aux dispositions du règlement comptable ANC n° 2016-07 du 4 novembre 2016 modifiant le règlement 2014-03 du 5 juin 2014 ainsi qu'aux règles définies par Crédit Agricole SA agissant en tant qu'Organe Central et chargé d'adapter les principes généraux aux spécificités du groupe Crédit Agricole.

La présentation des états financiers de Amundi Immobilier est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014-03 du 5 juin 2014 qui, à partir des exercices ouverts au 1er janvier 2015, regroupe à droit constant dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables relatif au Plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

CHANGEMENTS DE METHODE COMPTABLE ET DE PRESENTATION DES COMPTES

Les changements de méthode comptable et de présentation des comptes par rapport à l'exercice précédent concernent les points suivants :

Recommandations	Date de publication par l'Etat français	Date de 1ere application : exercices ouverts à compter du
Mise à jour Recommandation n° 2013-02 du 7 novembre 2013 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires pour les comptes annuels et les comptes consolidés établis selon les normes comptables françaises	05/11/2021	Immédiate

L'impact de première application est comptabilisé en contrepartie du Report à Nouveau : il s'élève à 560 milliers d'euros en contrepartie de la provision pour engagements de retraite.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Le détail des autres provisions pour risques et charges figurant dans le tableau « provisions et dépréciations » se décompose comme suit :

- Provisions pour charges sociales sur actions 2017 - 2020 - 2021 : 108 milliers d'euros

IMMOBILISATIONS

Amundi Immobilier applique le règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014 par rapport à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

Elle applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles.

Conformément aux dispositions de ce texte, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Le règlement de l'ANC n° 2015-06 modifie la comptabilisation au bilan du mali technique de fusion ainsi que son suivi dans les comptes sociaux.

Le mali ne doit plus être comptabilisé globalement et systématiquement au poste « Fonds commercial » ; Il doit être comptabilisé au bilan selon les rubriques d'actifs auxquelles il est affecté en « Autres immobilisations corporelles, incorporelles, financières... ».

Le mali est amorti, déprécié, sorti du bilan selon les mêmes modalités que l'actif sous-jacent.

Il n'y a pas eu d'impact sur le bilan lié à l'application de ce règlement.

*** IMMOBILISATIONS CORPORELLES**

Les éléments corporels sont évalués :

- à leur coût d'acquisition, qui correspond au prix d'achat majoré des frais accessoires (biens acquis à titre onéreux)
- à leur coût de production (biens produits),
- à leur valeur vénale (biens acquis à titre gratuit).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif, en fonction de leur durée d'usage :

Installations et agencements	Linéaire	5 ans
Matériel d'informatique	Linéaire	3 ans
Mobilier et matériel de bureau	Linéaire	5 ans

*** IMMOBILISATIONS INCORPORELLES**

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Les logiciels sont amortis sur une durée de trois ans en linéaire. Ces logiciels font l'objet d'un amortissement dérogatoire sur 12 mois. Les logiciels créés font quant à eux l'objet d'un amortissement dérogatoire sur l'exercice.

Le fonds de commerce enregistré pour une valeur de 14 523 milliers d'euros, ne fait l'objet d'aucun amortissement.

Au regard des résultats du test de dépréciation du fonds de commerce, il n'y a pas lieu de le déprécier.

PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES IMMOBILISES

Les titres de participation ainsi que les autres titres immobilisés sont comptabilisés au coût historique, hors frais d'acquisition.

Les sorties sont valorisées d'après le mode premier entré, premier sorti.

A la clôture de l'exercice, ils font l'objet individuellement de dépréciation lorsque leur valeur d'utilité est inférieure au coût historique.

Afin de respecter les directives de la consolidation, les autres titres immobilisés ont été reclassés en Valeurs Mobilières de Placement.

L'information du tableau des filiales et participations concernant le chiffre d'affaires et le résultat de l'exercice en cours est fournie sous réserve de leur approbation par l'Assemblée générale ordinaire.

VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition, hors frais d'acquisition.

Les sorties sont valorisées d'après le mode premier entré, premier sorti.

Les moins-values éventuelles par rapport à la valeur probable de négociation, déterminée ligne à ligne, font l'objet d'une dépréciation.

CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les créances sont dépréciées par voie d'une dépréciation afin de tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

AVANTAGES AU PERSONNEL POSTERIEURS A L'EMPLOI – PLANS DE RETRAITE – REGIMES A COTISATIONS DEFINIES

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs.

Par conséquent, Amundi Immobilier n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé.

Le montant des cotisations au titre de ces régimes de retraite est enregistré en « frais de personnel ».

ENGAGEMENTS EN MATIERE DE RETRAITE, DE PRE-RETRAITE ET D'INDEMNITES DE FIN DE CARRIERE – REGIMES A PRESTATIONS DEFINIES

Amundi Immobilier a appliqué la recommandation 2013-02 de l'Autorité des normes comptables relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires, recommandation abrogée et intégrée dans le règlement ANC 2014-03.

Cette recommandation a été modifiée par l'ANC le 5 novembre 2021. Elle permet, pour les régimes à prestations définies conditionnant l'octroi d'une prestation à la fois en fonction de l'ancienneté, pour un montant maximal plafonné et au fait qu'un membre du personnel soit employé par l'entité lorsqu'il atteint l'âge de la retraite, de déterminer la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de :

- soit la date de prise de service du membre du personnel
- soit la date à partir de laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestation

En application de ce règlement, Amundi Immobilier provisionne ses engagements de retraite et avantages similaires relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques et selon la méthode dite des Unités de Crédits Projetés. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

A compter de l'exercice 2021, Amundi Immobilier applique la détermination de la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de la date à laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestation (i.e. convergence avec la décision IFRS IC d'avril 2021 portant sur IAS 19).

Le taux retenu pour le 31 décembre 2021 est de 0,86 % et l'engagement mesuré est de 3 303 milliers d'euros.

A l'intérieur du Groupe Amundi, Amundi a formalisé un contrat d'assurance « Indemnité Fin de Carrière » (IFC) avec PREDICA et des conventions de mandat entre Amundi Immobilier et les filiales de l'UES ont été signées. Depuis la mise en place du contrat, l'ensemble des versements effectués auprès de PREDICA ont été comptabilisés en résultat et sont donc venus en diminution de l'engagement mesuré.

Au 31 décembre 2021, les taux de sensibilité démontrent que :

- une variation de plus 50 bp des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement de 5,98%,
- une variation de moins 50 bp des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement de 6,48%

IMPOT SUR LES SOCIETES

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice. Elle intègre la contribution sociale de 3.3 %.

CHARGES ET PRODUITS

Les produits et charges de commissions sont comptabilisés en résultat en fonction de la nature des prestations auxquelles ils se rapportent.

Les intérêts ainsi que les commissions assimilées à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat prorata temporis.

Les commissions acquises rémunérant des services continus sont étalées sur la durée de vie de la prestation fournie.

REMUNERATION DES DIRIGEANTS

Cette information n'est pas mentionnée dans la présente annexe, car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle. La rémunération des dirigeants est connue de l'actionnaire unique.

INTEGRATION FISCALE

Amundi Immobilier est depuis le 1^{er} janvier 2010 dans le groupe fiscal Amundi.

Son résultat fiscal est de 79 M€. Du fait de l'intégration fiscale, une dette de 22 M€ envers la société mère a été comptabilisée au bilan par contrepartie du résultat.

REGIME DE SOCIETE MERE

Amundi Immobilier est consolidé par Amundi et par Crédit Agricole SA.

COMPOSITION DU CAPITAL

La capital social au 31 décembre 2021 est constitué de 878 140 actions ordinaires entièrement libérées d'une valeur nominale de 19 euros.

Au 31 décembre 2021 Amundi détient 878 139 actions, Amundi Asset Management 1 action.

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

La société est consolidée selon la méthode de l'intégration globale chez Amundi.

En conséquence, l'information relative aux honoraires des commissaires aux comptes est indiquée dans l'annexe des comptes consolidés du groupe Amundi .

IMMOBILISATIONS

Rubriques		Début d'exercice	Réévaluation	Acqu. et apports
Frais d'établissement et de développement (I)		0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		15 296	0	0
Terrains		0	0	0
Constructions	Sur sol propre	0	0	0
	Sur sol d'autrui	0	0	0
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions	0	0	0
Installations techniques, matériel et outillage industriels		0	0	0
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers	0	0	0
	Matériel de transport	0	0	0
	Matériel de bureau et mobilier informatique	4	0	0
	Emballages récupérables et divers	0	0	0
Immobilisations corporelles en cours		0	0	0
Avances et acomptes		0	0	0
TOTAL (III)		4	0	0
Participations évaluées par mise en équivalence		0	0	0
Autres participations		16 719	0	1 949
Autres titres immobilisés		0	0	0
Prêts et autres immobilisations financières		142 007	0	22 300
TOTAL (IV)		158 726	0	24 249
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		174 026	0	24 249

Rubriques		Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
Frais d'établissement et de développement (I)		0	0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		0	0	15 296	0
Terrains		0	0	0	0
Constructions	Sur sol propre	0	0	0	0
	Sur sol d'autrui	0	0	0	0
	Inst, agencements, aménagements des constructions	0	0	0	0
Installations techniques, matériel et outillage industriels		0	0	0	0
Autres immobilisations corporelles	Inst, agencements, aménagements divers	0	0	0	0
	Matériel de transport	0	0	0	0
	Matériel de bureau et mobilier informatique	0	0	4	0
	Emballages récupérables et divers	0	0	0	0
Immobilisations corporelles en cours		0	0	0	0
Avances et acomptes		0	0	0	0
TOTAL (III)		0	0	4	0
Participations évaluées par mise en équivalence		0	0	0	0
Autres participations		0	2 560	16 108	0
Autres titres immobilisés		0	0	0	0
Prêts et autres immobilisations financières		0	70 000	94 307	0
TOTAL (IV)		0	72 560	110 416	0
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		0	72 560	125 716	0

AMORTISSEMENTS

Cadre A		SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
Immobilisations amortissables		Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement (I)		0	0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		772	0	0	772
Terrains		0	0	0	0
Constructions	Sur sol propre	0	0	0	0
	Sur sol d'autrui	0	0	0	0
	Installations générales, agencements	0	0	0	0
Installations techniques, matériels et outillages		0	0	0	0
Autres immo. corporelles	Installations générales, agencements divers	0	0	0	0
	Matériel de transport	0	0	0	0
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	4	0	0	4
	Emballages récupérables et divers	0	0	0	0
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (III)		4	0	0	4
TOTAL GENERAL (I + II + III)		777	0	0	777

Cadre B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES					
Immos	DOTATIONS			REPRISES			Fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exception -nel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionne I	
Frais étab	0	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0	0	0
Terrains	0	0	0	0	0	0	0
Constructions :							
sol propre	0	0	0	0	0	0	0
sol autrui	0	0	0	0	0	0	0
install.	0	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations :							
Inst. techn.	0	0	0	0	0	0	0
Inst gén.	0	0	0	0	0	0	0
M. Transport	0	0	0	0	0	0	0
Mat bureau.	0	0	0	0	0	0	0
Emball.	0	0	0	0	0	0	0
CORPO.	0	0	0	0	0	0	0
Acquis. de titres	0			0			0
TOTAL	0	0	0	0	0	0	0
Cadre C				Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler				0	0	0	0
Primes de remboursement des obligations				0	0	0	0

PROVISIONS ET DEPRECIATIONS

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Changement de méthode (1)	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers	0	0	0	0	0	0
Provisions investissements	0	0	0	0	0	0
Provisions pour hausse des prix	0	0	0	0	0	0
Amortissements dérogatoires	0	0	0	0	0	0
- Dont majorations exceptionnelles de 30%	0	0	0	0	0	0
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992	0	0	0	0	0	0
Provisions implantation étranger après 1.1.1992	0	0	0	0	0	0
Provisions pour prêts d'installation	0	0	0	0	0	0
Autres provisions réglementées	0	0	0	0	0	0
TOTAL (I)	0	0	0	0	0	0
Provisions pour litige	2 963	1 274	0	1 475	994	1 768
Frais de développement	0	0	0	0	0	0
Provisions pour pertes sur marchés à terme	0	0	0	0	0	0
Provisions pour amendes et pénalités	0	0	0	0	0	0
Provisions pour pertes de change	0	0	0	0	0	0
Provisions pour pensions	1 459	175	560	0	0	1 075
Provisions pour impôts	0	0	0	0	0	0
Provisions pour renouvellement des immobilisations	0	0	0	0	0	0
Provisions pour gros entretien	0	0	0	0	0	0
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer	0	0	0	0	0	0
Autres provisions pour risques et charges	224	139	0	195	0	168
TOTAL (II)	4 646	1 589	560	1 670	994	3 011
Provisions sur immos incorporelles	0	0	0	0	0	0
Provisions sur immos corporelles	0	0	0	0	0	0
Provisions sur titres mis en équivalence	0	0	0	0	0	0
Provisions sur titres de participations	4 248	1 955	0	0	2 546	3 657
Provisions sur autres immos financières	0	0	0	0	0	0
Provisions sur stocks	0	0	0	0	0	0
Provisions sur comptes clients	118	43	0	0	0	160
Autres provisions pour dépréciations	1 941	2 581	0	1 964	1 117	1 442
TOTAL (III)	6 307	4 580	0	1 964	3 663	5 260
TOTAL GENERAL (I + II + III)	10 953	6 169	560	3 634	4 657	8 271
Dont dotations et reprises d'exploitation		4 153		3 494	2 111	
Dont dotations et reprises financières		1 956		0	2 546	
Dont dotations et reprises exceptionnelles		60		140	0	
dépréciations des titres mis en équivalence						0

(1) Au titre du changement de méthode comptable, Amundi Immobilier a ajusté sa provision relative à ses engagements de retraite en contrepartie du report à nouveau au 1er janvier 2021.

CREANCES ET DETTES

Cadre A	Etat des créances	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations		0	0	0
Prêts		94 307	94 300	7
Autres immos financières		0	0	0
TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE		94 307	94 300	7
Clients douteux ou litigieux		119	119	0
Autres créances clients		61 634	61 634	0
Créances représentatives de titres prêtés		0	0	0
Personnel et comptes rattachés		88	88	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		0	0	0
Etat et autres collectivités	Impôts sur les bénéfices	0	0	0
	Taxe sur la valeur ajoutée	883	883	0
	Autres impôts	0	0	0
	Etat - divers	0	0	0
Groupes et associés		25 172	25 172	0
Débiteurs divers		788	788	0
TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT		88 686	88 686	0
Charges constatées d'avance		105	105	0
TOTAL DES CREANCES		183 098	183 091	7
Prêts accordés en cours d'exercice		0		
Remboursements obtenus en cours d'exercice		0		
Prêts et avances consentis aux associés		0		

Cadre B	Etat des dettes	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles		0	0	0	0
Autres emprunts obligataires		0	0	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine		609	609	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine		0	0	0	0
Emprunts et dettes financières divers		0	0	0	0
Fournisseurs et comptes rattachés		48 403	48 403	0	0
Personnel et comptes rattachés		8 137	8 137	0	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		4 198	4 198	0	0
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	0	0	0	0
	Taxe sur la valeur ajoutée	5 284	5 284	0	0
	Obligations cautionnées	0	0	0	0
	Autres impôts	482	482	0	0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		0	0	0	0
Groupes et associés		20 171	20 171	0	0
Autres dettes		5 766	5 766	0	0
Dette représentative de titres empruntés		0	0	0	0
Produits constatés d'avance		0	0	0	0
TOTAL DES DETTES		93 049	93 049	0	0
Emprunts souscrits en cours d'exercice		0	Emprunts auprès des associés personnes physiques		0
Emprunts remboursés en cours d'exercice		0			

CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

Libellé	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
Erreurs sur opérations de bourses	581	140
VNC - Titres de participations	2 559	15
Provision risques opérationnels	60	0
TOTAL	3 200	155

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

CAPITAUX PROPRES	Ouverture	Augment.	Diminut.	Distribut. Dividendes	Affectation du résultat N-1	Apports et changement de méthode	Clôture
Capital social ou individuel	16 685						16 685
Primes d'émission, de fusion, d'apport,	14 833						14 833
Ecart de réévaluation	0						0
Réserve légale	1 669						1 669
Réserves statutaires ou contractuelles	597						597
Réserves réglementées	0						0
Autres réserves	3 735						3 735
Report à nouveau	18 585			63 112	63 115	560	19 149
Résultat de l'exercice	63 115	56 866			-63 115		56 866
Subventions d'investissement	0						0
Provisions réglementées	0						0
TOTAL CAPITAUX PROPRES	119 218	56 866	0	63 112	0	560	113 532

Afin que le lecteur des comptes annuels puisse porter un jugement avisé, l'information complémentaire suivante est fournie.

REPARTITION DE L'IMPOT SUR LES BENEFICES

Impôts	Résultat avant impôt	Impôt	Résultat net après impôt
Résultat courant	81 882	21 473	60 410
Résultat exceptionnel	-3 045	-865	-2 180
Participation des salariés aux fruits de l'expansion	-1 878	-515	-1 364
TOTAL	76 959	20 093	56 866

Afin que le lecteur des comptes annuels puisse porter un jugement avisé, l'information complémentaire suivante est fournie.

EFFECTIF MOYEN

Effectifs	Personnel salarié	Effectif mis à la disposition de l'entreprise
Effectif global	123	0
TOTAL	123	0

IDENTITE DES SOCIETES MERES CONSOLIDANT LES COMPTES DE LA SOCIETE

Dénomination et siège social	Forme juridique	Capital	% de détention
CREDIT AGRICOLE SA 12 place des Etats-Unis 92 127 MONTRouGE Cedex SIREN : 784 608 416	Société Anonyme	9 340 727	69,55%
AMUNDI SA 91 Boulevard Pasteur 75015 PARIS SIREN : 314 222 902	Société Anonyme	507 687	100,00%

Les états consolidés des sociétés mères font partie intégrante de leur Document De Référence disponible :

- Pour Crédit Agricole sur le site internet :

<https://www.credit-agricole.com/finance/finance/publications-financieres>

- Pour Amundi sur le site internet :

<http://legroupe.amundi.com>

SITUATION FISCALE DIFFEREE ET LATENTE

Libellé	31/12/2021	31/12/2020
Bases d'accroissement de la dette future d'impôt		
Provisions réglementées		0
Subventions d'investissement		0
Ecart d'évaluation négatif des titres d'O.P.V.C.M		
Ecart de conversion Actif		0
Autres charges déduites d'avance		
Plus values à long terme en sursis d'imposition		
Total bases d'accroissement de la dette future d'impôt	0	0
Total passif d'impôt futur	0	0
Bases d'allègement de la dette future d'impôt		
Participation des salariés	741	630
Autres négociations RH		467
Provisions pour retraites et obligations similaires	1 075	1 459
Autres risques et charges provisionnés		797
Charges à payer	234	288
Bonus	4 647	3 838
Provision contrat génération	539	
Provisions pour risques	529	896
Ecart d'évaluation positif des titres d'O.P.V.C.M		
Ecart de conversion Passif		
Autres produits taxés d'avance		
Déficits reportables fiscalement		
Total bases d'allègement de la dette future d'impôt taux normal	6 690	6 916
Total bases d'allègement de la dette future d'impôt taux long terme	1 075	1 459
Total actif d'impôt futur au taux normal de l'exercice (1)	1 901	1 965
Total actif d'impôt futur au taux Long Terme (2)	278	377
Situation nette	2 178	2 342

(1) Taux d'impôt : 28,41% 28,41%

Dont taux normal d'impôt sur les sociétés : 27,50% 27,50%

Contribution sociale sur l'impôt : 3,30% 3,30%

(2) Taux Long terme 25,83% 25,83%

Afin que le lecteur des comptes annuels puisse porter un jugement avisé, l'information complémentaire suivante est fournie.

QUOTE-PART DE RESULTAT SUR OPERATIONS FAITES EN COMMUN

Affaires bénéficiaires	Résultat global	Résultat transféré
TOTAL	0	0

Affaires déficitaires	Résultat global	Résultat transféré
AMUNDI IT SERVICES	1 345	7
(Résultat comptable 2019 affecté par l'AG du 26/06/2020)		
TOTAL	1 345	7

Liste des filiales et des participations

Filiales et participations	Devises	Capital (4)	Réserves et report à nouveau avant affectations (4)	Quote-part du capital détenu	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis non encore remboursés	Cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxe du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société en cours d'exercice	Observations
					Brute	Nette						
A. Renseignements détaillés(1) (2)												
Filiales (+ de 50% du capital détenu par la société) *												
Amundi Real Estate Italia SGR SPA	EUR	9 200		70%	12 040	12 040	0	0			783	Comptes au 31/12/2020
Amundi Real Estate Luxembourg	EUR	30	-188	100%	135	0	278	0		-84		Comptes au 31/12/2020
Amundi Investments Maroc	MAD	1 000	-2 999	100%	3 189	0	4 001	0	3 798	-2 265		Comptes au 31/12/2020
Participations (10 à 50% du capital)												
SNC La Financière Maqellan	EUR	450		33,33%	0	0	775	0	402	-1 274		Comptes au 31/12/2018
B. Renseignements globaux concernant les autres filiales et participations non reprises au A.												
Filiales françaises (ensemble)	EUR	4 064	2	1%	20	7	0	0	144 924	-1 345		Comptes au 31/12/2020
Filiales étrangères (ensemble) (3)												
Participations dans des sociétés françaises												
Participations dans des sociétés étrangères												

(1) Dont la valeur d'inventaire excède un certain pourcentage (déterminé par la réglementation) du capital de la société astreinte à la publication. Lorsque la société a annexé à son bilan, un bilan des comptes consolidés conformément à la réglementation, cette société ne donne des renseignements que globalement (§ 5) en distinguant (a) filiales françaises (ensemble) et (b) filiales étrangères (ensemble).

(2) Pour chaque filiale et entité avec laquelle la société a un lien de participation indiquer la dénomination et le siège social.

(3) Les filiales et participations étrangères qui, par suite d'une dérogation, ne seraient pas inscrites au § A sont inscrites sous ces rubriques.

(4) Dans la monnaie locale d'opération.

DETAIL DES CHARGES A PAYER en K€

Charges à payer	Montant
FOURN _FNP_PO	8 691
PERSO DETTES PROV PARTIC SALARIES	683
PERSO AUTRES CHARGES A PAYER	1 729
CHARGES SUR BONUS PROVISIONNES	1 664
DIVERS CHARGES A PAYER	108
DETTE PROVISIONS CONGES PAYES	2 303
PERSO DETTES PROV SUR BONUS	2 983
Provisions JRS	95
PERSO PROV BONUS DIFFERE	272
CHARGES PROV BONUS DIFFERES	152
CH SOC SUR PROV SALAIRES	1 096
ORGANIC A PAYER	234
PART A L EFFORT DE CONSTRUCTION	56
AUTRES CHARGES A PAYER ORGANISMES SOCIAUX	364
PROVISION CONTRIB ECO TERRITORIALE	163
Dettes sur salaires	2
FOURN _FNP_GL	4 851
PERSO CHARGE A PAYER CET PERCO	70
Provision Taxe sur les salaires	154
Fournisseurs _FNP_PNB_TR	25 308
CHARGES A PAYER REFACTURATION PLAN D ATTRIBUTI	453
TOTAL	51 430

Afin que le lecteur des comptes annuels puisse porter un jugement avisé, l'information complémentaire suivante est fournie.

DETAIL DES PRODUITS A RECEVOIR en K€

Produits à recevoir	Montant
DIVERS PRDTS A RECEVOIR	787
CLIENTS_PRODUIITS NON FACTURES_TR	31 219
TOTAL	32 006

Afin que le lecteur des comptes annuels puisse porter un jugement avisé, l'information complémentaire suivante est fournie.

AMUNDI IMMOBILIER

**Société par actions simplifiée au capital de 16 684 660 euros
91-93 Boulevard Pasteur- 75730 PARIS CEDEX 15
315 429 837 RCS PARIS**

**PROCES-VERBAL CONSTATANT LES DECISIONS UNANIMES DES ASSOCIES
EN DATE DU 15 JUIN 2022**

L'an deux mille vingt-deux, le quinze juin,

- AMUNDI, société anonyme ayant son siège social située au 91-93, boulevard Pasteur 75015 Paris et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 314 222 902,

Et

- AMUNDI ASSET MANAGEMENT, société par actions simplifiée située au 91-93, boulevard Pasteur 75015 Paris et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 437 574 452,

Agissant en qualité d'Associés d'AMUNDI IMMOBILIER (la « **Société** »):

Décident de prendre les décisions suivantes aux termes du présent acte relatives à l'ordre du jour suivant :

- Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2021 et affectation du résultat,

PREMIERE DECISION

Les Associés, après lecture du rapport du Président et du rapport du Commissaire aux Comptes, déclarent approuver le bilan et les comptes de la Société relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Sur proposition du Président, les Associés décident d'affecter le résultat distribuable, comprenant le bénéfice de l'exercice pour 56 865 718,89 euros, augmenté du report à nouveau de 19 148 545,48 euros, soit au total 76 014 264,37 euros, de la façon suivante :

- Distribution d'un dividende de 64,76 euros par action, soit au total 56 868 346,40 euros ;
- Affectation du solde, soit 19 145 917,97 euros, en report à nouveau.

Les dividendes par action mis en paiement au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice	Dividende	Revenu distribué éligible à l'abattement de 40 %*	Revenu distribué non éligible à l'abattement de 40 %*
2018	59,67 €	59,67 €	0
2019	63,50 €	63,50 €	0
2020	71,87 €	71,87 €	0

(*) (Article 158 – 3 – 2 du CGI).

Cette décision est adoptée à l'unanimité des voix.

Extrait certifié conforme
Par le Président de la SAS
Monsieur Dominique Carrel-Billiard

